

Ouragan boursier ou crise de l'économie capitaliste internationale ? (I)

La banqueroute d'un modèle

jeudi 5 janvier 2006, par [UDRY Charles-André](#) (Date de rédaction antérieure : 21 septembre 1998).

La crise de l'économie internationale fait la une, quand les Bourses dépriment. Toutefois, sa gravité et ses traits forts sont, le plus souvent, ignorés. Dans cette série d'articles, nous voudrions, tout d'abord, souligner combien le « modèle » - partagé par la corporation des économistes orthodoxes - les conduisait à prédire que l'économie mondialisée entrerait dans une ère d'épanouissement. Faire le point sur cette question a son importance. En effet, ce modèle, très diffusé médiatiquement, explique la myopie de ces analystes face à l'accumulation d'indices qui annonçaient la tempête socio-économique actuelle. Ensuite, nous passerons en revue les mécanismes essentiels d'une crise qui ne se réduit pas à l'Asie, à la Russie ou à l'Amérique du Sud. Enfin, nous tenterons de dégager les lignes de force de sa progression au sein de l'économie capitaliste internationale.

Sommaire

- [La « menace asiatique »](#)
- [Deux observations sensées](#)
- [Changement de ton](#)
- [Le modèle chimérique](#)
- [Stabiliser et racheter](#)

Au train où se développe la crise de l'économie capitaliste internationale, une souvenance rétrécie relève de la prévention primaire pour sauvegarder la suffisance de régents néo-libéraux, nimbés de « science économique ». Ils officient à droite, mais sont choyés par une gauche « moderne », socialement promue.

Au motif du respect pour le « travail de mémoire », fort d'actualité en cette fin de siècle, quelques rappels des affirmations passées, qui revendiquaient le statut d'évidence, relèvent de la pédagogie.

La « menace asiatique »

Ainsi, le livre-programme du patronat helvétique - connu sous le nom de « Livre blanc » de David de Pury, titré en allemand *Mut zum Aufbruch*, paru à la fin de 1995 - déroulait de la sorte sa « démonstration ». Les pays de l'Asie de l'Est (de Taïwan à la Corée du Sud, en passant par la Malaisie et l'Indonésie...) sont de plus en plus concurrentiels. Dans une économie mondialisée, cela met en péril « notre » économie helvétique. Dès lors, pour y faire face, il faut réduire les coûts salariaux, assouplir le marché du travail, privatiser, abaisser les impôts sur le capital, fixer un objectif zéro au déficit public...

Le danger de l'Est asiatique, certes, était grossi à la mesure de l'acharnement antisocial de ces néo-conservateurs qui fixent la loi-cadre dans laquelle le Conseil fédéral agit... souverainement. Toutefois, le thème de la « menace asiatique » leur était cher.

Dans une contribution au Livre noir du libéralisme (1), nous leur répondions, début 1996 : *"Des changements socio-politiques et économiques régionaux d'importance peuvent intervenir au cours de cette période au sein de l'ensemble des pays supposés devenir des concurrents féroces [Asie de l'Est]. Nos analystes les ont-ils anticipés et introduits comme variables dans leur scénario ?*

Un rappel des prédictions faites sur le Mexique en 1992 et 1993 et la lecture des analyses élaborées en 1996 sur la catastrophe mexicaine... justifient un scepticisme certain quant à la lucidité de prédictions dont la finalité semble avant tout politique et boursière."

Notre critique de l'approche dominante reposait sur deux observations qui ne pouvaient échapper qu'à des gérants d'un dogme, dit économique, professant et prophétisant à Saint-Gall ou à Bâle.

Deux observations sensées

La première avait trait à la dynamique de l'économie du Japon, une des trois dominantes du monde. Depuis le début des années 90, elle ne sortait pas de sa longueur, de ses dettes pourries et de ses affaissements sectoriels (d'abord l'immobilier, puis...).

La seconde attirait l'attention sur les déséquilibres marqués entre importations et exportations dans plusieurs pays d'Asie de l'Est. Ces disproportions révélaient un certain type d'insertion dans la division internationale du travail, c'est-à-dire dans la production de certains produits, services - y compris le type de R&D - caractéristique de ces économies émergentes. Il en découlait, malgré tous les progrès, un taux de productivité globale en défaveur des Tigres et Dragons asiatiques mis, directement, face à face avec les économies les plus développées de l'OCDE (G7). En effet, au nom de la libéralisation, le G7 avait exigé une ouverture accrue des pays asiatiques à ses exportations, capitaux et investissements.

L'Asie de l'Est « émergente » devait acheter un volume croissant de produits de haute technologie pour outiller ses usines, afin de redoubler ses exportations, « pour se développer ». Or, les prix de ces biens de capitaux (machines, etc.) montaient ou étaient stables. Par contre, les prix des produits exportés par les pays émergents (depuis l'électronique grand public jusqu'aux semi-conducteurs) étaient à la baisse et allaient même s'affaïsser.

Aucune sagacité n'était exigée pour prévoir que la balance des comptes courants (c'est-à-dire le solde entre exportations et importations de marchandises, ainsi que celui issu des activités liées au commerce extérieur : assurances, transports, frais de brevets, etc.) ne pouvait qu'entrer dans les chiffres rouges. Ce déséquilibre devait déboucher sur le basculement de 1997.

Jusqu'à la fin de 1996, ces déséquilibres et ces instabilités structurels furent camouflés par les flux abondants de capitaux - en provenance des économies de l'OCDE - se déversant sur l'Asie de l'Est. Ces capitaux, à la recherche de hauts taux de rentabilité, ont facilité des surinvestissements dans l'immobilier comme dans la production. Ils ont frayé la voie à l'endettement, en dollars, de pays et d'entreprises ; un endettement à court terme et donc à prix fort. De plus, les investisseurs tablaient sur une « croissance asiatique haute et durable », donc prenaient des risques. Et, comme les monnaies de Corée ou de Thaïlande étaient attachées au dollar, ils pouvaient rapatrier des gains solides.

Or, dès les premiers chocs provoqués par la crise des balances des comptes courants et,

logiquement, par des dévaluations quasi inévitables qu'elle entraînerait, des milliards de dollars vont quitter la région d'Asie de l'Est. Par contre, les dettes de ces pays et des entreprises resteront, ainsi que les immeubles vides et les usines paralysées... En 1997, la crise asiatique est béante. Nous y reviendrons.

Depuis lors, l'épidémie a passé d'un continent à un autre : de l'Asie à la Russie - qui est une « Indonésie avec fusées nucléaires » comme le titre le *Financial Times* - puis à l'Amérique du Sud, et donc, demain, aux Etats-Unis.

Changement de ton

Au cours des années 1994-1997 - et même jusqu'en 1998 - un paradigme s'impose chez les économistes et autres experts : un trend séculaire de vitalité économique du capitalisme a commencé aux Etats-Unis ; il va s'étendre.

Peter Schwartz - ex-directeur de la planification de Royal Dutch-Shell — au nom de sa prestigieuse firme de consultants économiques (Global Business Network), prédit, en été 1997, un boom économique de 25 ans. Son essai emblématique est intitulé : *The Long Boom*. Un an après, le débat porte sur « la possibilité d'une récession mondiale » (2).

Martin Wolf, un des analystes de référence du *Financial Times*, écrit : « *Quelques Occidentaux croient que la crise dans les marchés émergents [Asie, Russie, Amérique du Sud] devrait être traitée comme un bruit de fond, irritant peut-être, mais assez banal. Cette attitude est stupide, à courte vue et même immorale. Elle est stupide parce qu'une crise qui englobe 40% de l'économie mondiale ne peut qu'être dommageable pour l'Occident. A courte vue, parce que l'enjeu n'est pas seulement le sort des économies déjà frappées, mais la légitimité de l'économie capitaliste internationale. Cette attitude est immorale, parce que cette crise fait déjà du mal à des centaines de millions d'êtres humains.* » (3)

Cette réflexion nous semble plus pertinente que les appréciations actuelles de certains économistes du monde syndical ou social-démocrate suisse. Ils répètent que l'Europe et la Suisse ne seront presque pas concernés. Mieux, il semble que la croissance en marche en Suisse serait sous-estimée.

Le modèle chimérique

Les prévisions à la Schwartz ou celles de la « mondialisation heureuse » reposaient sur un modèle chimérique, mais pouvant invoquer une « série de données concrètes », parfois incontestables. Toutefois, elles ne constituaient pas nécessairement un ensemble harmonieux, sans tensions extrêmes. Les quatre éléments constitutifs du modèle étaient les suivants.

1. L'économie des Etats-Unis connaissait un essor d'un nouveau type depuis 1993-1994. Il aurait été déclenché par l'envol et la diffusion des innovations technologiques, dont les répercussions étaient très importantes au plan de la productivité. Celle-ci aurait été totalement sous-estimée, car les instruments traditionnels (production de la valeur ajoutée par travailleur et par heure) ne saisissent pas les gains productifs des « innovations informationnelles ».

La flexibilité du « marché du travail » avait provoqué une explosion du nombre d'emplois, entre autres dans les services. Dès lors, le chômage (mesuré officiellement) reculait. Le plein emploi des années 60 et début 70 frappait à la porte. Il était logique que la consommation interne redémarre : des produits de consommation durables aux maisons (certes l'épargne était rachitique et

l'endettement obèse !).

De plus, les exportations américaines, grâce aux avancées technologiques et à la réorganisation des entreprises, alimentaient le moteur de l'économie, même si le déficit extérieur restait important. Cela n'était pas grave. Les arrivées de capitaux du monde entier (Japon, entre autres) aux Etats-Unis, cherchant des placements sûrs, finançaient ce déficit.

2. Avec l'appui de la locomotive américaine, l'Union européenne (UE) pousserait le régime de son moteur économique. Le lancement de l'euro allait ouvrir de nouvelles perspectives, dans une région où les échanges entre pays de l'UE atteignent près de 63% des exportations des pays membres.

Restaient quelques réformes à introduire pour abattre l'euroscclérose. La première : flexibiliser le marché du travail comme aux Etats-Unis. Ainsi, le chômage européen refluerait, comme dans le royaume du guide d'une génération de quadra vieillissants : William Jefferson Clinton. Mieux avoir des travailleurs pauvres ou assignés au travail pour 100 dollars par semaine (*workfare*) que des chômeurs-profiteurs ! La seconde : la sécurité sociale doit être « désocialisée », pour laisser se déployer fonds de pension et fonds de placements.

3. La synchronisation entre l'activation soutenue de l'économie impériale américaine et celle de l'Union européenne maastrichienne était censée faciliter l'intégration des PECO (Pays d'Europe centrale et orientale) et même de l'énorme Russie à l'économie de marché mondialisée.

4. Dans le millénaire à venir, la Chine construirait le môle gigantesque sur lequel s'amarrerait un ensemble économique articulant l'Amérique du Nord, une partie de l'Amérique du Sud avec la zone du Pacifique et des parties substantielles de l'Asie. Les Tigres et Dragons constituaient une avant-garde prometteuse.

La crise présente de l'économie capitaliste internationale remet en cause, profondément, ce modèle qui ignorait les contradictions intrinsèques à la période de croissance 1993-1997/8 (voir, à ce sujet, notre prochain article).

Stabiliser et racheter

En 1997, lorsque les dévaluations à répétition détonnent dans le ciel financier de l'Asie de l'Est - et que le dictateur indonésien Suharto, assis sur les cadavres de quelque 500'000 personnes assassinées en 1965, vacille sur son trône - une conception l'emporte, encore, dans les milieux d'affaires internationaux. Elle comporte trois volets.

Le premier : il est possible, avec une intervention décidée du FMI (Fonds monétaire international), de contenir les turbulences à l'Asie de l'Est. Crises financière et boursière ne vont donc pas se déverser en Chine, en Russie et encore moins en Amérique du Sud, pour ne pas mentionner les Etats-Unis et l'Union européenne.

Pour preuve de cette « croyance », il n'est qu'à examiner le chemin emprunté par d'imposantes masses de capitaux qui quittent l'Asie. En automne 1997, elles vont encore se placer en Russie et au Brésil ainsi qu'en Argentine, où les taux offerts sont tentants (4) !

Le deuxième : la tourmente asiatique, qui sera délimitée, fournira une occasion en or aux grandes firmes européennes, américaines et même japonaises d'acquérir, à bon prix, des actifs (entreprises, participations bancaires, terrains, immobiliers, mines, forêts, etc.) en Malaisie, en Corée, en Indonésie, aux Philippines... Les monnaies de ces pays se sont écroulées face aux devises fortes

(dollar, mark, yen...), les actions des sociétés sont au plancher, l'endettement des firmes est maximale, tout cela doit permettre de faire des offres de rachats peu onéreuses. Les banques nationales et internationales sont prêtes à soutenir rachats et prises de participations occidentales, pour avoir quelques assurances de retrouver une partie de leurs créances.

Le troisième : les Etats-Unis et l'Europe misent sur la crise au Japon pour contraindre le capitalisme japonais - et le PLD (Parti libéral-démocratique) au pouvoir - à ouvrir plus aux « capitaux occidentaux » leurs marchés : assurances, banques, commerces...

Aujourd'hui, il est aisé d'établir combien était trompeuse la cohérence du modèle d'une nouvelle ère de croissance. En outre, l'option visant à corseter la crise à l'Asie a échoué. Le transfert de richesses (rachats de firmes asiatiques) se fait, mais plus difficilement que prévu. La récession japonaise risque, elle, de se transmuier en déflation. Est-ce un signe annonciateur d'un processus déflationniste qui serait à l'œuvre dans le système capitaliste international ?

Notes

1. *Le livre noir du libéralisme*, Editions de L'Aire, 1996, Udry-Marquis, pp. 135-229.
2. *The Economist*, 22 août 1998.
3. *Financial Times*, 16 septembre 1998, p. 19 : « Supporting a house of cards ».
4. Banque des règlements internationaux, *Activité bancaire et financière internationale*, Bâle, août 1998, pp. 5-6.

P.-S.

* Série d'articles publiée dans « Le Courrier ».